

POLITIK

DIALOGUE SOCIAL

Un accouchement dans la douleur

Fabien Grasser

Tous à table : ce mercredi 9 juillet, gouvernement, syndicats et patronat ont tenté de renouer le fil du dialogue social. Six points figuraient à l'ordre du jour, mais, à l'issue de onze heures de négociations, seul le maintien de la prérogative des syndicats pour la négociation des conventions collectives a fait l'objet d'un accord avec le gouvernement. Les discussions se poursuivront dans les jours à venir, mais elles seront difficiles.

« Ce n'est pas seulement l'une des discussions les plus longues, mais c'est aussi l'une des plus difficiles que j'ai vécue » : s'il y a bien un point qui fait l'unanimité entre gouvernement et partenaires sociaux, c'est ce constat posé par le président du LCGB, Patrick Dury, dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 juillet. Il est deux heures du matin et il a fallu onze heures de discussions pour trouver un accord sur un seul des six points figurant

à l'ordre du jour : celui des conventions collectives. Le LCGB et l'OGBL obtiennent l'assurance du gouvernement que les syndicats représentatifs conserveront leur prérogative pour la négociation des conventions collectives et les accords d'entreprise. De la même façon, il ne sera pas touché au contenu de ces négociations. Exit donc, la tentative de court-circuiter les grandes organisations de salariées au profit des délégations maison dans les entreprises, tel que le préconisaient patronat et gouvernement.

Pour les syndicats, ce sujet est à l'origine de la rupture du dialogue social qui les avait menés à claquer la porte du Comité permanent pour le travail et l'emploi (CPTE), le 8 octobre dernier. À leurs yeux, il s'agissait d'une remise en cause de leur légitimité et du modèle social luxembourgeois. Pour le LCGB et l'OGBL, cet élément était non-négociable et constituait un préalable à toute reprise du dialogue sur d'autres sujets. De ce



Début de la réunion. Pour l'instant tout va bien. La suite sera plus laborieuse.

point de vue, les deux organisations ont obtenu gain de cause.

Mais pour le président de l'UEL, Michel Reckinger, le match ne semble pas tout à fait plié, estimant que les conventions collectives doivent faire partie d'un package global englobant les dossiers de l'organisation du temps de travail, des heures d'ouverture dans le commerce, des pensions et du salaire minimum. Une perspective balayée d'une main quelques heures plus tard par Nora Back sur RTL, la présidente de l'OGBL, affirmant que la seule chose qui compte en la matière est l'accord trouvé avec le gouvernement. « Nous avons obtenu cela grâce à notre union et parce que les gens sont descendus dans la rue » le 28 juin, dit la syndicaliste.

Pas de lune de miel

Initialement, la réunion de ce mercredi 9 juillet devait être consacrée au seul dossier de la réforme des pensions et il n'était pas acquis que les syndicats y participent. Après le succès de leur manifestation nationale, LCGB et OGBL avaient conditionné leur présence à une modification de l'ordre du jour, comprenant tous les autres points d'achoppement avec le gouvernement et le patronat, qui défendent peu ou prou les mêmes objectifs. Luc Frieden, qui avait convoqué la réunion, leur avait donné satisfaction. Lorsque le premier ministre chrétien-social accueille les délégations devant le ministère d'État, mercredi à 15 heures, toutes les parties s'accordent à dire qu'il est important de renouer le fil du dialogue et elles assurent venir dans un esprit constructif. La tension est toutefois palpable et les poignées de main ne sont pas toujours des plus cordiales. Le gouvernement est présent avec huit ministres (cinq CSV et trois DP), les syndicats avec neuf représentant-es (trois pour le LCGB, trois pour l'OGBL et trois pour la CGFP), tandis que la délégation patronale est constituée de six personnes représentant l'UEL, la Luxembourg Confederation, l'ABBL et la FEDIL.

Une fois les portes fermées, les heures s'égrainent sans que n'apparaisse de fumée blanche. Tout juste apprend-on en début de soirée et à la faveur d'une

fuite que le gouvernement est en faveur d'un statu quo sur les conventions collectives. Puis plus rien jusqu'à deux heures du matin. « Il y a eu beaucoup d'interruptions au cours desquelles chaque délégation s'est concertée séparément », détaille Nora Back sur RTL. « Ces discussions séparées ont occupé une bonne partie de la réunion, le gouvernement allant également d'une délégation à l'autre pour tenter de trouver des solutions », raconte la présidente de l'OGBL.

Si les conventions collectives sont le seul point à avoir fait l'objet d'un accord, chaque partie a mis ses positions et propositions sur la table sur le travail dominical et l'extension des heures d'ouverture dans le commerce, l'organisation du temps de travail et les pensions. La question du salaire minimum n'a pas été abordée. Ce premier rendez-vous sera donc suivi d'autres, confirme Luc Frieden, à l'issue de la réunion, se félicitant par ailleurs de la reprise du dialogue social. Interpellé par les journalistes sur les différends qui ont émergé entre le CSV et le DP ces derniers jours sur la façon de mener le dialogue social (lire ci-dessous), Xavier Bettel affirme que l'accord de coalition signé à l'issue des législatives de 2023 demeure et que rien ne divise les deux partenaires. « Il n'y a pas de procédure de divorce, mais ce n'est pas non plus une lune de miel », ajoute néanmoins le vice-premier ministre libéral.

Quoi qu'il en soit, l'organisation du temps de travail sera discutée au sein d'un CPTE, dont la date n'est pas encore précisée. Sur les autres sujets, patrons et syndicats se retrouvent dès ce lundi 14 juillet autour du chef du gouvernement afin d'avancer dans les discussions. Questionnée sur les menaces d'une nouvelle manifestation ou d'une grève générale, brandies par les syndicats en cas de blocage, Nora Back ironise sur RTL : « Non, ce n'est plus d'actualité, du moins d'ici lundi et la prochaine réunion. » La présidente de l'OGBL soutient que l'union syndicale formée avec le LCGB sort renforcée de cette première réunion, tout en convenant que la suite des discussions sera difficile. Une appréciation qui, là encore, fait l'unanimité chez l'ensemble des délégations.

Le DP joue au pacificateur

Il est peu dire que le DP est épargné par les coups dans le bras de fer opposant les syndicats au gouvernement. Au point qu'on en oublierait presque qu'il est le partenaire de coalition du CSV et que l'un des projets de loi qui fâche les organisations de salariées, celui sur la libéralisation des heures d'ouverture dans le commerce, est l'œuvre du ministre libéral de l'Économie, Lex Delles. Les ministres CSV, à commencer par le premier d'entre eux, Luc Frieden, mais aussi Martine Deprez à la Sécurité sociale et Georges Mischo au Travail, essuient toutes les attaques des syndicats et de l'opposition. Après être passés sous le radar pendant de longs mois, les libéraux sont sortis du bois ces deux dernières semaines. Non pour se tenir droits dans leurs bottes aux côtés du chef du gouvernement, mais pour endosser le rôle du conciliateur, de l'arbitre dans le conflit avec les syndicats, ces derniers reprochant d'abord à Luc Frieden de n'en faire qu'à sa tête. Il y a d'abord eu Xavier Bettel : deux jours avant la manif du 28 juin, le numéro deux du gouvernement a laissé entendre, sur RTL, qu'une hausse des cotisations pour financer les retraites n'est pas taboue, soit ce que demandent prioritairement les syndicats. Dans le même temps, il a donné des gages au patronat, se disant favorable à une augmentation de l'âge réel de départ en pension. Au cours de la même intervention, Xavier Bettel a dit son attachement au compromis, tel que lui l'a pratiqué pendant les dix ans qu'il a passés à la tête du gouvernement... Deux jours après la manif syndicale, la présidente du DP, Carole Hartmann, est montée au filet pour appeler Luc Frieden à la raison, l'exhortant à retisser les liens du dialogue social. Rebelote, ce lundi 7 juillet, avec le chef de la fraction DP, Gilles Baum, dont le bilan de l'année parlementaire a viré à la leçon de modération pour le CSV. « Avec Gaston Thorn, c'est un premier ministre libéral qui a fondé la tripartite, le modèle social, le modèle luxembourgeois, que nous connaissons et apprécions », a dit le député de l'Est. « Avec Xavier Bettel, nous avons maintenu le dialogue social avec les tripartites et, comme vous vous en souvenez peut-être, nous avons traversé plusieurs crises », a poursuivi Gilles Baum, avant de conclure : « Un député du parti démocratique sait combien la paix sociale est importante pour notre pays, et tous nos députés ont clairement et distinctement compris le message de samedi dernier. » Message transmis au gouvernement et aux élus CSV. Même si la méthode Frieden est loin de faire l'unanimité dans les rangs chrétiens-sociaux, c'est bien le DP qui, au sein de la coalition, soigne au mieux son image.